



MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Cahier des Clauses Administratives Particulières

UNIHA M_3049

FOURNITURE DE « PRODUITS LESSIVIELS – SYSTEME DE DOSAGE – MISE EN ŒUVRE ET SUIVI » POUR LE GCS UNIHA

La présente consultation est passée selon la procédure d'Appel d'Offres ouvert issue des articles L 2124-2, R 2124-2, R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique

Contenu

ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR.....	5
ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ.....	6
2.1. MEMBRES DU GROUPEMENT DE COMMANDES	6
2.2. NATURE DES MARCHES ET COMPETENCES DU COORDONNATEUR ET DES MEMBRES DU GROUPEMENT DE COMMANDES	6
2.3. LA CENTRALE D'ACHAT DU GCS UNIHA MEMBRE DU GROUPEMENT DE COMMANDES	7
ARTICLE 3. FORME DU (DES) MARCHÉ(S).....	9
ARTICLE 4. DUREE DE L'ACCORD CADRE ET RECONDUCTION	10
ARTICLE 5. PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD CADRE	10
ARTICLE 6. SOUS-TRAITANCE.....	11
ARTICLE 7. OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU (DES) TITULAIRE(S)	11
ARTICLE 8. CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX.....	13
8.7 APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE ET AUTRES TAXES RÉGLEMENTAIRES	15
8.8 FOURNITURES ACHETÉES HORS BPU ET BÉNÉFICIAIRE D'UNE REMISE SUR CATALOGUE.....	15
ARTICLE 9. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	16
9.1. RESILIATION POUR FAUTE.....	16
9.2. RESILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL	16
ARTICLE 10. ÉVOLUTION DE LA RÉGLEMENTATION	16
ARTICLE 11. NOTIFICATIONS ET COMMUNICATION.....	17
ARTICLE 12. SUIVI DE L'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE	17
ARTICLE 13. TITULAIRE ÉTRANGER	17
ARTICLE 14. TRIBUNAL COMPÉTENT	17
ARTICLE 15. CONDITIONS DE PASSATION DES MARCHES SUBSÉQUENTS	18
ARTICLE 16. FORME DES MARCHES SUBSÉQUENTS	18
ARTICLE 17. DUREE DES MARCHES SUBSÉQUENTS.....	19
ARTICLE 18. CONTENU DES PRESTATIONS.....	19
ARTICLE 19. PIÈCES CONSTITUTIVES DE MARCHES SUBSÉQUENTS	19
ARTICLE 20. CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX DU MARCHÉ SUBSÉQUENT	19
20.1. FORME DES PRIX	19
20.2. CONTENU DES PRIX.....	19
20.3 DATE D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX	20

20.4 TYPE DE PRIX	20
20.5 FORME DES PRIX.....	20
20.6 REVISION DES PRIX DU MARCHE SUBSEQUENT.....	20
<i>La révision s'effectuera par application de la formule représentative de l'évolution du coût de la prestation suivante :</i>	<i>20</i>
20.7 APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE ET AUTRES TAXES REGLEMENTAIRES	21
20.8 FOURNITURES ACHETEEES HORS BPU ET BENEFICIAANT D'UNE REMISE SUR CATALOGUE.....	22
ARTICLE 21. DELAIS D'EXECUTION.....	22
ARTICLE 22. OPERATION DE VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS OBJET DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	22
ARTICLE 23. MODALITES DE REGLEMENT	22
23.1 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	22
23.2 DELAI DE PAIEMENT	23
ARTICLE 24. PENALITES DE RETARD	23
24.1 DEFINITION DU DELAI CONTRACTUEL.....	23
24.2 EXIGIBILITE DES PENALITES DE RETARD	23
24.3 CALCUL DES PENALITES DE RETARD D'EXECUTION	24
ARTICLE 25. AUTRES PENALITES	24
25.1 PENALITES SUR AUTRES LITIGES D'EXECUTION	25
25.2 PENALITE DE NON-REMISE DE L'ATTESTATION D'ASSURANCE	25
25.3 PENALITE EN CAS DE TRAVAIL DISSIMULE	25
25.4 PENALITES POUR NON-RESPECT DES QUANTITES, CONSOMMATIONS PRECONISEES ET DU TAUX DE RELAVAGE POUR LES LOTS 1 A 3	25
25.5 PENALITES EN CAS D'ABSENCE DE VISITE OU DE NON TRANSMISSION DU RAPPORT DE VISITE	25
25.6 PENALITES POUR RETARD DEPASSEMENT DU TEMPS DE REGLAGE POUR LES LOTS 8 ET 9.....	26
25.7 PENALITES POUR NON TRANSMISSION DES DONNEES ANNUELLES A UNIHA	26
25.8 PENALITES POUR NON REPONSE AUX MARCHES SUBSEQUENTS	26
25.9 PENALITES POUR INDISPONIBILITE DU MATERIEL POUR LES LOTS 8 ET 9	26
ARTICLE 26. RESILIATION DU MARCHE SUBSEQUENT	27
26.1 MOTIFS DE RESILIATION	27
26.2 RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE	27

26.3 RESILIATION POUR INEXECUTION NON FAUTIVE	27
26.4 RESILIATION POUR MOTIFS D'INTERET GENERAL	27
26.5 INDEMNITE DE RESILIATION.....	27
ARTICLE 27. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	27
27.1 EN CAS DE RUPTURE D'APPROVISIONNEMENT EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE	27
27.2 APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE	28
ARTICLE 28. EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE	28
ARTICLE 29. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT.....	28

CHAPITRE I – CONDITIONS D’EXECUTION DE L’ACCORD-CADRE

Article 1. Pouvoir adjudicateur

Pouvoir adjudicateur : CHU SAINT ETIENNE

Type de pouvoir adjudicateur : Etablissement public de santé

Siret : 264 200 304 00808

Adresse : Direction des Achat et de du Patrimoine

Hôpital Bellevue

42055 SAINT ETIENNE CEDEX 02

Adresse du profil acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Le marché fait l’objet d’une procédure conjointe : ☒ Oui ☐ Non

Le CHU de Saint Etienne est coordonnateur du groupement de commandes constitué par les membres adhérents référencés dans l’annexe 1 du CCAP.

La liste des adhérents au groupement de commande figure en annexe 1 du présent CCAP

Renseignement(s) administratif(s) :

Service des Marchés

Laurence VETARD

Tél : 04 77 12 79 15

laurence.vetard@chu-st-etienne.fr

Référent administratif du dossier :

Assistante Achat

Géraldine BESSON

Tél : 06 29 34 68 79

geraldine.besson@uniha.org

Renseignement(s) technique(s) :

Acheteur

Jérémy BUCIA

Tel: 04 77 79 46 10

Jeremy.bucia@chu-st-etienne.fr

Article 2. Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la fourniture de différents produits lessiviels, leur mise en œuvre et le suivi des dosages pour les membres du groupement de commandes, dont la liste des adhérents figure en annexe 1 au CCAP.

Lieu(x) d'exécution : voir CCAP annexe n°3 « Données logistiques » pour le détail des adresses (contraintes logistiques)

2.1. Membres du Groupement de commandes

Peuvent bénéficier des marchés conclus par le GCS UniHA dans le cadre du présent groupement de commandes, pour l'ensemble des lots auxquels le GCS UniHA déclare adhérer dans le CCTP, et au titre de son activité de Centrale d'Achat :

- les adhérents, membres ou membres associés au GCS UniHA et qui n'ont pas adhéré au présent groupement de commandes
- les adhérents du présent groupement de commandes pour les besoins complémentaires non exprimés dans le CCTP

La liste des membres du GCS UniHA est fournie en annexe 2 du CCAP.

2.2. Nature des marchés et compétences du coordonnateur et des membres du groupement de commandes

Le présent marché est passé selon l'Appel d'Offres ouvert article R2137-7 du Code de la Commande Publique.

En application de l'article R 2123-7 du Code de la commande Publique, **un seul marché est conclu** entre le titulaire et le coordonnateur agissant au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Compte tenu du caractère « unique » des marchés, le coordonnateur est chargé de :

- superviser la phase de lancement des marchés et d'accompagner leur mise en œuvre initiale par les titulaires dans les établissements adhérents.
- procéder à la passation, à la signature et à la notification des avenants à intervenir dans le cadre des marchés, ainsi qu'aux remises en compétition régulières prévues par certains marchés, au nom et pour le compte des membres du groupement.
- gérer, en concertation avec les établissements adhérents, les procédures de révision des prix des marchés, puis de leur en communiquer les résultats, préalablement à leur date d'effet,
- procéder à la reconduction des marchés pluriannuels, le cas échéant après avis des adhérents,
- prononcer la résiliation des marchés, le cas échéant après avis des adhérents,
- gérer les procédures pré-contentieuses et contentieuses formées contre les membres du groupement au titre de :
 - o la procédure d'attribution et de passation des marchés
 - o la passation des avenants aux marchés,
 - o la reconduction et de la résiliation des marchés,
 - o l'ajustement et de la révision des prix,

- prendre en charge les contentieux entre un adhérent et le titulaire d'un marché, au titre de l'exécution des marchés groupés, exception faite des différends portant sur les conditions locales d'exécution du marché ou sur des sujets qui relèvent de la responsabilité de chacun des adhérents.

Les autres compétences relèvent des établissements adhérents du groupement de commandes.

2.3. La Centrale d'Achat du GCS UniHA membre du groupement de commandes

2.3.1 La centrale d'achat du GCS UniHA

Afin d'optimiser la commande publique dans le domaine de la santé, un Groupement de Coopération Sanitaire (G.C.S.) dénommé UniHA a été constitué par les établissements de santé membres du GCS UniHA. Il est doté de la compétence de Centrale d'Achat. Il peut intervenir au profit des pouvoirs adjudicateurs des secteurs sanitaires et médicaux sociaux au sens du Code la Santé Publique.

Les articles qui suivent décrivent les conditions d'intervention de la centrale d'achat UniHA en application des dispositions du droit de la Commande Publique et des stipulations de la Convention Constitutive du Groupement de Coopération Sanitaire UniHA.

2.3.2 Principes généraux relatifs aux conditions d'intervention de la centrale d'achat UniHA

Les établissements dont la liste figure **en annexe 1 du CCAP** ont constitué un groupement de commandes pour la présente procédure. Est également adhérent à ce groupement de commandes sur l'ensemble des lots, le GCS UniHA au titre de ses activités de Centrale d'Achat.

2.3.3 Bénéficiaires de la centrale d'achat du GCS UniHA :

Les membres du GCS UniHA sont rappelés en annexe 2 du présent CCAP liste des membres du GCS UniHA). Cette liste arrêtée par délibération de l'Assemblée Générale est susceptible d'évoluer. Le cas échéant, la nouvelle liste sera communiquée au titulaire.

S'ils n'ont pas adhéré au présent groupement de commandes ou s'ils n'ont pas adhéré sur un des lots du présent groupement de commandes, ces membres du GCS sont les premiers bénéficiaires de la centrale d'achat.

Toutefois, pour faciliter l'accès à la commande publique et à l'optimisation des moyens publics, la Convention Constitutive du GCS UniHA stipule qu'en application du droit de la commande publique, le GCS UniHA peut organiser au bénéfice des établissements de santé et médico-sociaux, pouvoirs adjudicateurs, au sens du Code de la Santé Publique et du droit de la Commande Publique une centrale d'achat ».

Ainsi, le présent contrat pourra être mis à disposition, à l'ensemble des pouvoirs adjudicateurs précités, à travers la signature de conventions de mise à disposition mentionnées à l'article 4 du présent contrat.

2.3.4 Convention de mise à disposition du contrat :

Pour bénéficier du présent contrat, une convention de mise à disposition du contrat est conclue entre le GCS UniHA et chaque établissement qui demande le bénéfice du présent contrat. Une fois cette convention de mise à disposition signée, cet établissement est alors dénommé « bénéficiaire ».

En toute hypothèse, les bénéficiaires sont alors considérés comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence conformément aux dispositions du droit de la Commande Publique.

La convention de mise à disposition indique notamment la dénomination du présent contrat et la nature des fournitures, équipements et prestations qui constituent son objet.

Le titulaire du contrat sera informé par le GCS UniHA de la signature de cette convention et de l'identité de l'adhérent qui devient bénéficiaire des stipulations de ce contrat par effet direct de la signature de la convention de mise à disposition.

La convention de mise à disposition ne sera exécutoire et opposable au titulaire qu'à compter de la notification par la Centrale d'Achat par télécopie ou par courriel avec accusé de réception du titulaire.

Par le présent CCAP, le titulaire donne son accord sans réserve possible pour exécuter le présent contrat directement auprès des bénéficiaires de la centrale d'achat dès réception de la notification de la convention de mise à disposition.

La convention de mise à disposition prend fin de manière automatique à l'échéance naturelle du contrat ou bien à toute date antérieure convenue entre les parties.

2.3.5 Conditions particulières d'exécution des contrats conclus dans le cadre de la centrale d'achat UniHA et mis à disposition :

Dès lors que la convention citée à l'article précédent est conclue et que le titulaire du contrat en est informé, le bénéficiaire du contrat peut demander l'exécution du présent contrat.

Le titulaire assure directement les livraisons et prestations de services auprès du bénéficiaire.

Le titulaire établit et adresse directement à l'adhérent bénéficiaire les factures et autres documents justificatifs permettant le règlement des sommes dues par le comptable du bénéficiaire.

Au terme de chaque semestre civil, le titulaire établit un relevé des commandes de fournitures, équipements et prestations assurées dans le cadre du contrat conclu au titre de la centrale d'achat. Ce relevé comporte le chiffre d'affaires TTC facturé par bénéficiaire. Il est à télécharger et à déposer sur le site www.uniha.org, rubrique « je suis une entreprise », « reporting fournisseur ».

2.3.6 Partage de responsabilité :

Le GCS UniHA ne peut être tenu responsable de défauts constatés dans l'exécution du contrat dès lors que le titulaire du contrat aura reçu notification de la mise à disposition contractuelle

Les contentieux nés de l'exécution du présent contrat relèvent exclusivement de la relation contractuelle établie entre bénéficiaire et le titulaire, sauf en cas de résiliation unilatérale à l'initiative du GCS UniHA.

Le GCS UniHA ne peut être tenu pour responsable de retards de livraison ou de paiement dont la cause résulte de l'exécution du contrat, ou des relations entre bénéficiaire et le titulaire.

2.3.7 Litiges :

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, et après épuisement des voies de recours amiables prévues par la réglementation, le différend entre les titulaires ou attributaires et le pouvoir adjudicateur se règle par la saisine du Tribunal Administratif de Lyon, seul compétent.

Se reporter au CCTP pour les clauses techniques.

Article 3. Forme du (des) marché(s)

Le présent marché est un marché de :

☒ Fourniture ☐ Service ☐ Travaux

3.1– Forme du marché

Les prestations feront l'objet :

- d'un accord cadre multi attribuant l'accord-cadre sera au maximum de trois (3), sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

Les lots 4 à 11 sont mono attributaire.

L'accord-cadre ne comporte pas de tranche optionnelle.

En application des articles 2162-2 et R2162-3 du code de la commande publique, l'accord-cadre donnera lieu à :

- La conclusion de marchés subséquents pour les lots 1 à 3,
- L'émission de bon de commande pour les lots 4 à 11.

En application de l'article R2162-4 du code de la commande publique accord cadre est conclu sans minimum mais avec un maximum (cf.annexe 1 CCTP onglet 2)

3.2 Division en lots

Prestation divisée en lot : oui ☒ non ☐

Nombre de lots : **11**

Voir le descriptif technique des lots dans le CCTP.

Article 4. Durée de l'accord cadre et reconduction

L'accord cadre est conclu pour une période allant du 1^{er} juillet 2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure, au 30 juin 2029, soit une durée de 4 ans.

Article 5. Pièces contractuelles de l'accord cadre

5.1 Pièces constitutives de l'accord cadre

Le(s) marché(s) est (sont) régi(s) par les documents contractuels suivants :

- 1- l'acte d'engagement et son annexe offre financière du titulaire
- 2- le présent Cahier des Clauses Administratives particulières et ses annexes
- 3- le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes
- 4- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures du 30/04/2021.
- 5- l'offre technique du titulaire (mémoire technique)
- 6- le catalogue
- 7- les fiches de données de sécurité
- 8- les fiches techniques

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du (des) marché(s), ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Les conditions générales de vente (ou d'achat) du titulaire sont inopposables au pouvoir adjudicateur.

5.2 Notification

Le coordonnateur fera parvenir une copie du marché par voie dématérialisée. La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire.

La date de notification est celle figurant sur l'accusé de réception.

5.3 Nantissement et cession de créance

Si le(s) titulaire(s) souhaite(nt) céder ou nantir sa (leur) créance, il(s) devra (devront) en faire la demande au coordonnateur, qui lui (leur) (ont) délivrera un certificat de cessibilité.

Le certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au(x) titulaire(s) en exemplaire unique. Il est à noter que le coordonnateur ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata du certificat de cessibilité.

Dans le cadre des marchés d'accord cadre donnant lieu à l'émission de bon de commande, le titulaire précisera s'il souhaite obtenir :

- un certificat de cessibilité pour l'ensemble du marché. Dans cette hypothèse, il devra adresser sa demande auprès du CHU de Saint Etienne.
- un certificat de cessibilité de chaque bon de commande. Dans cette hypothèse, il devra adresser sa demande auprès du CHU de Saint Etienne.

Article 6. Sous-traitance

Conformément aux articles L2193-1 à L2193-3 du code de la commande publique, ce(s) marché(s) peut (peuvent) faire l'objet d'une sous-traitance uniquement pour la partie prestation.

Article 7. Obligations générales du (des) titulaire(s)

7.1 Changements affectant le(s) titulaire(s)

Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à informer le coordonnateur de tout changement survenant au cours du (des) marché(s) affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- son adresse bancaire...

et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le coordonnateur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

7.2 Protection de la main-d'œuvre

Le(s) titulaire(s) se doit (doivent) de respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise.

Il(s) est (sont) responsables du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

7.3 Assurance

Le(s) titulaire(s) déclare(nt) avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et / ou professionnelle qu'il(s) peut (peuvent) encourir en cas de dommages occasionnés par l'exécution du (des) marché(s). Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le coordonnateur en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du (des) présent(s) marché(s).

7.4 Discrétion et confidentialité

Le(s) titulaire(s) est (sont) tenu(s) au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il(s) aura(en)t accès dans le cadre d'exécution du (des) présent(s) marché(s).

Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à faire respecter ces dispositions par son (leur) personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le coordonateur.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du des établissement adhérents, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité des établissements adhérents, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait des établissement adhérents ou d'un tiers.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le(s) marché(s) pourra (pourront) être résilié(s) pour faute du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Les établissements adhérents s'engagent à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du (des) titulaire(s).

7.5 Sécurité

Les établissements adhérents ont défini, selon les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 (Code du Travail - Articles R. 4511-1 à R. 4515-1), une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans les établissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le titulaire du marché devra respecter conformément aux dispositions du présent CCAP.

Les établissements adhérents pourront s'assurer, auprès des salariés du titulaire du marché, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au titulaire du marché.

Les établissements adhérents se réservent la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en oeuvre, par le titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

Chapitre II – Prix et règlements

Article 8. Contenu et caractère des prix

8.1. Forme des prix

Le présent accord-cadre est basé sur les prix unitaires conformément au bordereau des prix joint à l'accord-cadre.

8.2. Contenu des prix

Les prix du marché comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCAP et notamment :

- 1 - le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- 2 - l'assurance,
- 3 - le stockage,
- 4 - la documentation (FDS)
- 5 - les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
- 6 - les frais de gestion,
- 7 – la fourniture de tous les accessoires indispensables,
- 8 – la formation des utilisateurs et des techniciens,

Pour les lots 1 à 3 : Les prix sont franco de port et d'emballage à partir de 3 tonnes minimum.

Pour les lots 4 à 11 : les prix sont franco de port pour toute commande de 250 € HT minimum.

8.3 Date d'établissement des prix

Les prix initiaux du marché figurant au bordereau de prix unitaire, sont établis à la date dite «date d'établissement des prix», soit : le mois de mai 2025.

8.4 Type de prix

☒ Les prix sont unitaires définitifs appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Pour les lots 1 à 3, le coordonnateur attire l'attention des candidats sur le fait que les prix plafonds proposés par les candidats dans le bordereau des prix de l'accord-cadre lient les futures entreprises titulaires de l'accord-cadre.

Ainsi, lors de la remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre pour la passation d'un marché subséquent, ces derniers ne pourront en aucun cas, dans le bordereau des prix joint au marché subséquent, proposer des prix supérieurs aux prix mentionnés dans le bordereau des prix joint au présent accord-cadre.

Pour l'application du présent alinéa, les prix de l'accord-cadre pris en compte sont les prix de l'accord-cadre applicables à la date de l'envoi de la lettre de consultation du marché subséquent.

En revanche les titulaires pourront proposer des prix inférieurs, tenant compte de la description du besoin et du contexte dont ils auront connaissance pour l'élaboration de leur offre lors de la remise en concurrence au niveau du marché subséquent.

8.5 Forme des prix

☐ Les prix sont fermes.

☐ Les prix sont ajustables

☒ Les prix sont révisibles à la hausse comme à la baisse selon les dispositions figurant au § 8.6 *infra*,

En fonction :

☐ – d'une référence permettant l'ajustement du prix.

☒ – d'une formule paramétrique représentative de l'évolution du coût de la prestation.

8.6 Révision des prix

Les prix sont révisibles annuellement au :

- 1^{er} juillet 2026
- 1^{er} juillet 2027
- 1^{er} juillet 2028

La révision s'effectuera par application de la formule représentative de l'évolution du coût de la prestation suivante :

$$P = P_o * [(0,08 * C/Co) + (0,02 * ST/ST_o) + (0,5 * I/I_o) + (0,4 * S/So)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P_o = prix en vigueur à la date d'établissement des prix du marché ou de la dernière révision

C = Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine-Gazole connu au 31 mars de l'année de révision

Co = Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine-Gazole au 1^{er} juillet de l'année précédente

ST = indice des taux de salaire horaire des ouvriers - Transports et entreposage connu au 31 mars de l'année de révision

ST_o = indice des taux de salaire horaire des ouvriers - Transports et entreposage connu au 1^{er} juillet de l'année précédente

I = indice de brut de la production industrielle – raffinage du pétrole connu au 31 mars de l'année de révision

I_o = indice de production industrielle – Raffinage du pétrole au 1^{er} juillet de l'année précédente

S = indice connu des salaires mensuels de base - Industries de transformation, non compris la construction au 31 mars de l'année de révision

So = indice des salaires mensuels de base - Industries de transformation, non compris la construction au 1^{er} juillet de l'année précédente

Les indices Insee de référence sont les suivants :

C = 001764283

ST = 010562766

I = 010767779

S = 010562709

Le titulaire devra adresser son nouveau BPU par voie électronique ou papier.

Clause de sauvegarde

Dans l'hypothèse où la révision des prix conduit à une variation de + ou - 3% annuelle au regard du prix unitaire de l'année N-1, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de négocier le pourcentage avec le titulaire du marché où le cas échéant de résilier le marché en l'absence d'accord.

8.7 Application de la taxe sur la valeur ajoutée et autres taxes réglementaires

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

Les *taxes réglementaires*, autres que la TVA, *doivent être intégrées* au prix unitaire HT du candidat. Aucune taxe réglementaire ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire en cours d'exécution du marché. Cela s'appliquera également en cas d'application d'une nouvelle taxe, sauf disposition réglementaire ou législative contraire.

8.8 Fournitures achetées hors BPU et bénéficiant d'une remise sur catalogue

Les établissements adhérents se réservent la possibilité de commander des références non inscrites au bordereau de prix unitaires sur catalogue fourni par le titulaire. Il est précisé que ces produits seront strictement conformes à l'objet du marché.

Le montant total des achats effectués sur catalogue ne pourra en aucun cas dépasser 10% du montant total du marché : du total du montant annuel des achats réalisés de cet adhérent pour le lot considéré.

Le pourcentage de remise minimum applicable au tarif public est indiqué sur le bordereau des prix

Le catalogue fourni par le titulaire, et correspondant aux bordereaux remis dans son offre, comprend un tarif général public, un taux de remise contractualisée, un tarif remisé. Le catalogue est demandé par lot et pour la famille de produits concernée par le lot.

Il peut être réactualisé 1 fois par an au 1er juillet de chaque année civile.

Article 9. Résiliation de l'accord-cadre

La résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée par le coordonnateur du groupement de commandes, soit à l'égard d'une entreprise titulaire (« résiliation individuelle »), soit simultanément à l'égard de tous les titulaires (« résiliation collective »).

9.1. Résiliation pour faute

En complément des cas énoncés à l'article 41 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur pourra résilier l'accord cadre pour faute du titulaire de l'accord cadre dans les cas suivants :

- Résiliation pour faute du titulaire d'un marché subséquent,
- Absence de réponse ou réponse irrégulière, inacceptable ou inappropriée (par exemple présentation d'offres de prix supérieurs aux prix plafonds mentionnés dans le bordereau des prix de l'accord-cadre) lors de la conclusion d'un marché subséquent.

La décision de résiliation ne pourra intervenir qu'après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée par lettre recommandée par voie dématérialisée, et invité à présenter ses observations dans un délai de 15 jours.

Sans réponse dans les délais, dans les deux cas précités, la résiliation sera prononcée et n'ouvrira en aucun cas droit à indemnité pour le titulaire.

9.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

La résiliation de l'accord cadre peut être prononcée par le CHU de Saint-Etienne, coordonnateur, sans faute du titulaire, pour un motif d'intérêt général.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, cette résiliation n'ouvrira pas droit à indemnité pour le titulaire.

Article 10. Evolution de la réglementation

Le présent accord-cadre est établi sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si, à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations des titulaires de l'accord-cadre, affectant même de façon mineure l'exécution de l'accord-cadre, s'avérait nécessaire, ceux-ci s'engagent à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations de l'accord-cadre.

Le CHU de Saint-Etienne, coordonnateur du groupement de commandes, pourra conclure, le cas échéant, un avenant au dit accord-cadre afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

Article 11. Notifications et communication

Sauf s'il en est disposé autrement dans le présent C.C.A.P., les notifications et communications susceptibles d'emporter des effets de droit opposables à l'autre partie n'ont de valeur probante et date certaine que si elles sont effectuées, à l'exception de tout autre moyen, par lettre recommandée avec avis de réception, ou par échange électronique avec AR ou par porteur contre signature d'un récépissé de remise en mains propres, d'une part au coordonnateur et autres adhérents du groupement de commandes, d'autre part aux titulaires de l'accord-cadre.

Article 12. Suivi de l'exécution de l'accord-cadre

Afin d'assurer un meilleur suivi du marché, le(s) fournisseur(s) retenu(s) s'engage(nt) à transmettre un historique précis des commandes, au plus tard au 1^{er} février de l'année N+1, sur le site UNIHA tous les ans. **Devront y figurer notamment :**

- nom de l'établissement,
- articles concernés, quantité et le coût,
- dates de commande,
- dates de livraison.

Se reporter au lien suivant : <https://www.uniha.org/reporting-fournisseur/>

Article 13. Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français. Si le(s) titulaire(s) est (sont) établi(s) dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il(s) facturera (factureront) ses prestations hors TVA et aura (auront) droit à ce que l'administration lui (leur) communique un numéro d'identification fiscal.

Article 14. Tribunal compétent

Le tribunal compétent pour les difficultés de l'accord cadre est le Tribunal administratif de LYON.

CHAPITRE II – CONDITIONS DE PASSATION ET D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS POUR LES LOTS 1 A 3

Le coordonnateur attire ici l'attention des candidats sur le fait que toutes les conditions de passation et d'exécution des marchés subséquents ne sont pas fixées dans le présent cahier des clauses particulières relatif à l'accord-cadre. Elles seront complétées par un cahier des clauses administratives et techniques particulières propre à chaque marché subséquent qui sera adressé, en même temps que la lettre de consultation, aux entreprises titulaires de l'accord-cadre lors de la remise en concurrence de chaque lot multi-attributaires.

Article 15. Conditions de passation des marchés subséquents

Chaque établissement membre du groupement de commande figurant en annexe 1 du présent CCAP passe et conclut ses propres marchés subséquents.

La passation de chaque marché subséquent se déroulera de la manière suivante :

Une lettre de consultation, et un CCATP seront envoyés par chaque établissement adhérent, aux titulaires de l'accord-cadre pour les lots concernés. Ces documents fixent les conditions de remise en concurrence ainsi que les conditions d'exécution propres à chaque marché subséquent.

Dans un délai qui ne pourra être inférieur à 15 jours à compter de l'envoi de cette lettre de consultation, les titulaires du lot de l'accord-cadre s'engagent à remettre, par écrit, leur offre pour la consultation du marché subséquent.

Conformément aux dispositions de l'article R 2162 du code de la commande publique, les parties ne pourront apporter des modifications substantielles aux termes fixées dans l'accord-cadre lors de la passation des marchés fondés sur cet accord.

Les titulaires de l'accord-cadre devront obligatoirement présenter, dans le cadre de la passation du marché subséquent, une offre de prix au moins aussi avantageuse que celle figurant dans leur offre qualificative de l'accord-cadre.

Il sera établi un classement entre les prestataires retenus à l'accord-cadre en fonction des critères de choix énoncés dans la lettre de consultation. Le marché subséquent sera attribué au candidat classé premier.

Article 16. Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents seront mono attributaires et donneront lieu à l'émission de bons de commande dans les conditions de l'article R 2162-13 du code de la commande publique.

Article 17. Durée des marchés subséquents

La durée du marché subséquent sera librement fixée par l'établissement adhérent, et ne pourra dépasser 4 ans.

Dès lors que les marchés subséquents auront été notifiés pendant la durée de l'accord-cadre, leur durée ne pourra dépasser de plus de 6 mois la date de fin de l'accord-cadre.

Article 18. Contenu des prestations

A la survenance de leurs besoins, les membres du groupement de commandes intéressés passeront des marchés subséquents pour la réalisation des prestations objet de l'accord-cadre (cf. CCATP du marché subséquent).

Article 19. Pièces constitutives de marchés subséquents

Les pièces constitutives des marchés subséquents sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- 1 - Acte d'engagement du marché subséquent et son annexe financière
- 2 - Offre technique du candidat
- 3 - CCATP propre au marché subséquent
- 4 - Acte d'engagement et son annexe financière propre à l'accord-cadre
- 5 - Mémoire technique propre à l'accord cadre
- 6 - CCAP et CCTP de l'Accord-cadre
- 7 - CCAG-FCS du 30 mars 2021

Article 20. Contenu et caractère des prix du marché subséquent

20.1. Forme des prix

Les marchés subséquents sont traités à prix unitaires conformément au bordereau des prix joint à l'accord-cadre.

20.2. Contenu des prix

Les prix du marché comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCAP et notamment :

- 1 - le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- 2 - l'assurance,
- 3 - le stockage,
- 4 - la documentation prévue à l'article...,
- 5 - les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
- 6 - les frais de gestion,
- 7 – la fourniture de tous les accessoires indispensables,
- 8 – la formation des utilisateurs et des techniciens,

20.3 Date d'établissement des prix

Les prix sont établis sur la base de conditions économiques du mois M0 de la date de notification du marché subséquent.

20.4 Type de prix

☒ Les prix sont unitaires définitifs appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

☐ Les prix sont forfaitaires définitifs.

20.5 Forme des prix

☐ Les prix sont fermes.

☐ Les prix sont ajustables

☒ Les prix sont révisables à la hausse comme à la baisse selon les dispositions figurant au CCATP du marché subséquent de chaque adhérent,

En fonction :

☐ – d'une référence permettant l'ajustement du prix.

☒ – d'une formule paramétrique représentative de l'évolution du coût de la prestation.

20.6 Révision des prix du marché subséquent

Les prix sont révisables annuellement à la date d'anniversaire du marché subséquent de chaque adhérent.

La révision s'effectuera par application de la formule représentative de l'évolution du coût de la prestation suivante :

$$P = P_o * [(0,08 * C/Co) + (0,02 * ST/STo) + (0,5 * I/Io) + (0,4 * S/So)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P_o = prix en vigueur à la date de dépôt des offres du marché subséquents ou date de la dernière révision

C = Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine-Gazole : dernier indice connu au moment de la révision

Co = Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine-Gazole : dernier indice connu à la date de dépôt des offres du marché subséquents ou date de la dernière révision

ST = indice des taux de salaire horaire des ouvriers - Transports et entreposage : dernier indice connu au moment de la révision

STo = indice des taux de salaire horaire des ouvriers - Transports et entreposage : dernier indice connu à la date de dépôt des offres du marché subséquents ou date de la dernière révision

I = indice de brut de la production industrielle – raffinage du pétrole : dernier indice connu au moment de la révision

Io = indice de production industrielle – Raffinage du pétrole : : dernier indice connu à la date de dépôt des offres du marché subséquents ou date de la dernière révision

S = indice connu des salaires mensuels de base - Industries de transformation, non compris la construction : dernier indice connu au moment de la révision

So = indice des salaires mensuels de base - Industries de transformation, non compris la construction : dernier indice connu à la date de dépôt des offres du marché subséquents ou date de la dernière révision

Les indices Insee de référence sont les suivants :

C = 001764283

ST = 010562766

I = 010767779

S = 010562709

Le titulaire devra adresser son nouveau BPU par voie électronique ou papier.

Clause de sauvegarde

Dans l'hypothèse où la révision des prix conduit à une variation de + ou - 3% annuelle au regard du prix unitaire de l'année N-1, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de négocier le pourcentage avec le titulaire du marché où le cas échéant de résilier le marché en l'absence d'accord.

20.7 Application de la taxe sur la valeur ajoutée et autres taxes réglementaires

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

Les *taxes réglementaires*, autres que la TVA, *doivent être intégrées* au prix unitaire HT du candidat. Aucune taxe réglementaire ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire en cours d'exécution du marché. Cela s'appliquera également en cas d'application d'une nouvelle taxe, sauf disposition réglementaire ou législative contraire.

20.8 Fournitures achetées hors BPU et bénéficiant d'une remise sur catalogue

Les établissements adhérents se réservent la possibilité de commander des références non inscrites au bordereau de prix unitaires sur catalogue fourni par le titulaire. Il est précisé que ces produits seront strictement conformes à l'objet du marché.

Le montant total des achats effectués sur catalogue ne pourra en aucun cas dépasser 10% du montant total du marché : du total du montant annuel des achats réalisés de cet adhérent pour le lot considéré.

Le pourcentage de remise minimum applicable au tarif public est indiqué sur le bordereau des prix

Le catalogue fourni par le titulaire, et correspondant aux bordereaux remis dans son offre, comprend un tarif général public, un taux de remise contractualisée, un tarif remisé. Le catalogue est demandé par lot et pour la famille de produits concernée par le lot.

Il peut être réactualisé 1 fois par an au 1er juillet de chaque année civile.

Article 21. Délais d'exécution

S'agissant des prestations traitées selon des prix unitaires conformément au bordereau de prix joint en annexe de l'acte d'engagement du marché subséquent, le délai d'exécution court à compter de la réception du bon de commandes correspondant et sera précisé dans chaque bon de commande.

Article 22. Opération de vérification – admission des prestations objet des marches subséquents

Les opérations de vérification et d'admission des prestations sont réalisées selon les modalités fixées aux articles 27 à 29 du CCAG FCS.

Article 23. Modalités de règlement

23.1 Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et deux copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes devront y figurer obligatoirement :

- Le Nom, Numéro Siret et Adresse du créancier
- L'identité bancaire ou postale telle qu'elle est précisée sur l'acte d'engagement
- Le numéro du bon de commande, le numéro et la date de facture
- Le numéro de marché
- La nature, la référence et la quantité de la fourniture livrée
- Le montant hors T.V.A. de la fourniture livrée
- Les taux et montant de la T.V.A. et autres taxes
- Le montant total TTC de la fourniture livrée.

Les fournisseurs de l'Union Européenne devront en outre préciser les informations suivantes sur la facture ou sur un document annexe qui sera joint à la facture :

- Code nomenclature (code propre au service douanier)
- Unités supplémentaires : Unités de mesure de la quantité autres que le kilogramme (paire, mètre, litre...), ne comportent pas de décimales
- Masse nette du produit en kg : Masse de la marchandise dépouillée de tous ses emballages, exprimée en kilogrammes, sans décimales
- Pays de provenance (obligatoirement de l'UE)
- Pays d'origine : correspondant aux pays d'où sont originaires les biens, c'est-à-dire où ils ont été entièrement obtenus.
- Mode de transport (air / terre / mer...)

L'absence des informations demandées entrainera la mise en litige des factures.

Les factures seront adressées à l'adresse de facturation figurant sur le bon de commande de chaque membre du groupement de commande.

Les établissements adhérents proposent au titulaire une transmission des factures par voie électronique en fonction de l'état d'avancement du projet de dématérialisation de la chaîne de la dépense et de la recette (protocole d'échange standard PES V2).

Dans ce cas, le titulaire sera tenu de se conformer aux envois de factures par voie électronique. Dans le cas contraire, toute facture ne respectant pas les dispositions de transmission par voie dématérialisées seront réputées non reçues par l'établissement adhérent. Elles seront renvoyées au titulaire avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

Pour éviter toute difficulté ultérieure il est demandé aux fournisseurs et à leur service comptable d'être particulièrement vigilants sur ce point particulier.

23.2 Délai de paiement

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à l'exécution des prestations, de la date d'admission de la fourniture, conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique.

En cas de retard de paiement, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter aux intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux directeur de la Banque centrale européenne en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

Article 24. Pénalités de retard

24.1 Définition du délai contractuel

Le délai de livraison est indiqué par le fournisseur dans son offre et sera le délai contractuel.

24.2 Exigibilité des pénalités de retard

Les pénalités dues par le(s) titulaire(s), sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration du délai contractuel défini ci-dessus, les prestations du (des) titulaire(s) ne sont pas entièrement

réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés, quelle qu'en soit l'origine ou la nature.

Les livraisons partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par l'établissement adhérent ou en cas de manquement de l'établissement à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

24.3 Calcul des pénalités de retard d'exécution

Les pénalités sont calculées par l'application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 50$$

Où :

P désigne le montant des pénalités

V désigne la valeur des prestations non entièrement réalisées ou souffrant d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés

R le nombre de jours de retard par rapport au délai contractuel

Toutefois, si la date de livraison ne peut pas être respectée, le(s) titulaire(s) doit (doivent) en informer la Direction de l'établissement adhérent ayant effectuée la commande pour fixer une nouvelle date de livraison. Cette dernière, pour être validée par l'établissement doit être confirmée par télécopie par le titulaire. L'établissement se réserve le droit de refuser cette nouvelle date de livraison.

Article 25. Autres pénalités

Toutes les pénalités prévues au marché pourront être appliqués au titulaire sans mise en demeure préalable.

Le titulaire sera informé de la décision de l'établissement adhérent d'appliquer des pénalités par courrier motivé adressé en LRAR, ou lettre recommandée électronique.

Les pénalités seront payées par déduction opérée sur la première facture présentée par le titulaire à l'établissement adhérent postérieurement au constat du manquement.

Si le montant des pénalités dépasse le montant de la facture présentée par le titulaire un titre spécifique sera émis pour le paiement des pénalités.

Leur paiement n'exonère pas le titulaire de son éventuelle responsabilité administrative, civile ou pénale vis-à-vis de l'établissement.

L'établissement peut en outre réclamer au titulaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier les défaillances du titulaire, notamment en cas de non-réalisation d'une prestation prévue par le CCTP ou dans le mémoire technique du titulaire.

25.1 Pénalités sur autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché telle que la non-conformité des factures (sauf stipulation spécifique concernant l'envoi des factures dématérialisée) ou des bons de livraison, changements de référence sans accord préalable du CHU, une pénalité forfaitaire de 20 euros HT pourra être appliquée.

25.2 Pénalité de non-remise de l'attestation d'assurance

En application de l'article 9.2 du CCAG FCS du 30 mars 2021, le titulaire devra justifier sous un délai de 15 jours à compter de la notification du marché qu'il est assuré. L'absence de remise de l'attestation d'assurance sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 150 € HT par jour de retard.

25.3 Pénalité en cas de travail dissimulé

Dans le cas où les formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail, ne sont pas remplies, le cocontractant encourt des pénalités, au plus, égal à 10% du montant du contrat sans excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

25.4 Pénalités pour non-respect des quantités, consommations préconisées et du taux de relavage pour les lots 1 à 3

Dans le cas de non-respect des quantités annoncées de produits lessiviels et/ou de consommation d'eau, et /ou du taux de relavage, il sera demandé au fournisseur une correction sous un délai d'un mois, à compter de la date du dernier contrôle.

- pour les produits lessiviels : le montant de la pénalité représentera la différence entre la consommation préconisée et la consommation réelle, du ou des produits concernés au prix unitaire du marché subséquent de l'établissement concerné.
- pour la consommation d'eau : le montant de la pénalité représentera la différence entre la consommation préconisée et la consommation réelle de l'eau au prix unitaire moyen annuel de l'établissement concerné.
- pour le taux de relavage : le montant de la pénalité représentera la différence entre le taux préconisé et le taux réel.
-

Passé ce délai d'un mois, une pénalité de 1 000 euros HT sera appliquée.

25.5 Pénalités en cas d'absence de visite ou de non transmission du rapport de visite

Dans le cas d'absence de visite de la part du titulaire du marché, une pénalité d'un montant de 500 euros HT par semaine de retard de visite pourra être appliquée.

Dans le cas de retard dans la transmission du rapport de visite, le titulaire du marché se verra appliquer une pénalité d'un montant de 150 euros HT par semaine de retard.

25.6 Pénalités pour retard dépassement du temps de réglage pour les lots 8 et 9

Un temps de réglage est autorisé jusqu'à 30 jours lors du démarrage du marché pour les lots 8 et 9. Au-delà, une pénalité de 150 €HT par jour de dépassement pourra être appliquée.

25.7 Pénalités pour non transmission des données annuelles à UNIHA

Afin d'assurer un meilleur suivi du marché, le(s) fournisseur(s) retenu(s) s'engage(nt) à transmettre un historique précis des commandes, au plus tard au 1^{er} février de l'année N+1, au coordonnateur de la filière « blanchisserie » UNIHA (CHU de St-Etienne) tous les ans. **Devront y figurer notamment :**

- nom de l'établissement,
- articles concernés, quantité et le coût,
- dates de commande,
- dates de livraison.

Une pénalité de 1 500 euros HT pourra être appliquée en cas de non transmission des informations dans les temps.

25.8 Pénalités pour non réponse aux marchés subséquents

Les titulaires de l'accord-cadre sont tenus de déposer une offre à chaque passation d'un marché fondé sur l'accord-cadre.

En cas de non réponse ou d'offre irrégulière, inacceptable ou inappropriée, il sera fait application sans mise en demeure préalable d'une pénalité forfaitaire de 1 500 euros HT.

Le titulaire sera informé, par courrier adressé en LRAR, ou lettre recommandée électronique, que l'établissement applique des pénalités.

Ce courrier devra être motivé afin que le titulaire puisse obtenir toutes les informations relatant la décision de l'établissement.

25.9 Pénalités pour indisponibilité du matériel pour les lots 8 et 9

En cas de panne du matériel en location, une intervention devra être réalisée dans les 48h00 maximum à compter de l'envoi du mail au titulaire.

En cas de dépassement du délai, une pénalité d'un montant de 150€ HT par jour de retard pourra être appliquée.

Article 26. Résiliation du marché subséquent

26.1 Motifs de résiliation

L'adhérent peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues à aux articles 38 à 42 du CCAG-FCS.

26.2 Résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 à 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, l'adhérent se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

26.3 Résiliation pour inexécution non fautive

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, l'adhérent peut prononcer la résiliation de ce dernier. En complément des cas prévus à l'article 39 du CCAG-FCS, le l'adhérent pourra également mettre fin au(x) marché(s) pour perte d'objet du marché ou lorsque le(s) titulaire(s) ne sera (seront) plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations.

26.4 Résiliation pour motifs d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, l'adhérent peut également résilier, sans indemnité, le marché pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié au marché, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

26.5 Indemnité de résiliation

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation prononcée pour motif d'intérêt général n'ouvrira pas droit à une indemnité de résiliation.

Le décompte de résiliation est arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au(x) titulaire(s) dans les conditions fixées à l'article 43 du CCAG-FCS.

La résiliation réalisée en fonction de l'application d'une décision juridictionnelle n'ouvre pas droit à indemnité.

Article 27. Exécution aux frais et risques du titulaire

27.1 En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, l'adhérent se réserve le droit de faire exécuter tout ou partie de la prestation auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit l'établissement de la date de reprise de l'exécution : à défaut, l'adhérent ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'exécution du marché auprès d'un tiers fournisseur, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

27.2 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, l'adhérent se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article 28. Evolution législative ou réglementaire

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation. En cas de refus de la part du titulaire, le marché sera résilié sans indemnisation et à ses torts exclusivement.

Article 29. Droit applicable et tribunal compétent

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable ;

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif compétent en cas de litige dans le cadre des marchés subséquents est celui du siège de l'établissement adhérent.

Chapitre VI – Dérogations au CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
5.1	4.1	Ordre de priorité des pièces du marché accord cadre
9.2	42	Indemnités de résiliation
19	4.1	Ordre de priorité des pièces du marché subséquent
24.3	14	Calcul des pénalités de retard d'exécution
25.2	9	Pénalités de non remise d'attestation d'assurance
26.4 et 26.5	42	Résiliation pour motifs d'intérêt général et indemnité de résiliation